

*Les crédits*

envers l'universalité, tout est possible. Où cela finira-t-il? Avec l'hospitalisation, avec l'éducation?

Notre gouvernement a décidé de fonder les services sociaux sur la charité: ceux qui sont dans le besoin devront le prouver. Ses amis du monde des affaires lui ont conseillé d'agir ainsi.

Ceux-ci prétendent que nous ne pouvons pas nous offrir ces programmes et que nous devrions les réserver aux personnes dans le besoin. Si vous pouvez prouver que c'est votre cas et que vous êtes assez pauvre pour avoir besoin d'un chèque de pension de vieillesse, vous l'obtiendrez. Voilà ce qui s'en vient. C'est l'aboutissement logique du processus qui vient de commencer avec le budget.

Mon père est furieux. Il a lutté, avec d'autres pour que notre pays se dote d'un système de pensions de sécurité de la vieillesse. Il vient de remplir sa déclaration d'impôt. Il a 85 ans, il a un peu d'argent de côté, mais il a dû payer de l'impôt cette année. Il m'a demandé si la société Alcan est tenue de payer des impôts sur ses 320 millions de dollars de profits. Je lui ai répondu que je ne le croyais pas. Je ne dispose pas des statistiques exactes parce qu'elles sont très difficiles à obtenir. Il faut vraiment fouiller pour trouver quelles sociétés paient des impôts.

En voici quelques-unes qui n'en paient pas du tout. Alcan vient en tête de liste. Puis, naturellement, il y a les sociétés Royal Trustco, Brascan, Trilon Financial, Power Financial, Hees International, Xerox Canada, Cadillac Fairview, Placer Development, Gulf Canada Resources, Confederation Life Insurance, Saskatchewan Mining Development, Total Petroleum, Bramalea et La Baie d'Hudson. Je pourrais citer 89 000 sociétés rentables qui ne paient pas un sou d'impôt.

● (1240)

Comment le gouvernement peut-il être assez cruel pour tolérer que la société Alcan ne paie pas un sou d'impôt alors qu'elle réalise 300 millions de dollars de profits? Par ailleurs, mon père va probablement devoir payer des impôts et voici que le gouvernement va mettre la main sur son chèque de sécurité de la vieillesse. Voilà le genre de pays que nous fait le gouvernement conservateur. C'est terrible, mais pourquoi nous étonner?

Ceux d'entre nous qui s'intéressent à l'histoire savent ce qui s'est produit dans le passé. Les conservateurs ne font que continuer à faire ce qu'ils ont toujours fait. Déjà en 1984, le gouvernement a commencé par essayer de réduire les pensions. Pour une raison ou pour une autre, le gouvernement n'aime pas les pensions. Il a essayé de désindexer les pensions de sorte que les personnes âgées ne reçoivent pas tout ce qu'elles méritent.

Je voudrais vous raconter quelque chose, monsieur le Président, qui explique pourquoi le gouvernement conservateur s'en prend aujourd'hui de façon aussi ignoble à nos aînés. En 1925, le Canada avait un gouvernement libéral minoritaire. Les précurseurs des néo-démocrates réclamaient à l'époque un programme national de sécurité de la vieillesse; ils estimaient qu'une personne qui a travaillé dur toute sa vie et participé ainsi à l'édification du pays mérite que le peuple canadien lui verse une pension à partir de 65 ans pour qu'elle puisse finir sa vie dans la dignité. Les députés conservateurs de l'époque croyaient que c'était là une idée terrible. Ils disaient ne jamais pouvoir accepter qu'on verse une pension à une personne âgée. Les libéraux ne savaient trop quoi faire, mais ils ont présenté leur projet de loi.

Il s'agissait d'un gouvernement minoritaire, en 1926, et les libéraux ont présenté le projet de loi et l'ont appuyé, à l'instar des prédécesseurs des néo-démocrates. Tous les conservateurs s'y sont, par contre, opposés. Ils ont tous déclaré être contre les pensions. On leur a demandé pourquoi. Ils ont précisé que si on donnait aux pensionnés de l'argent, leurs enfants se déroberaient ainsi à l'obligation de s'occuper d'eux. Ils ont ajouté que parmi les personnes âgées, il y avait des criminels et qu'un chèque de pension universel permettrait à certains criminels de toucher un chèque. Ils ont également affirmé que cela inciterait les personnes âgées à ne pas épargner pour leurs vieux jours. Tous les conservateurs se sont déclarés contre la notion de pension.

Chose intéressante, le projet de loi a été renvoyé au Sénat. Il a été adopté à la Chambre grâce aux néo-démocrates et au gouvernement libéral de l'époque. Une fois arrivé au Sénat, les conservateurs se sont servis de leur majorité pour le rejeter. Ils ont refusé d'adopter ce projet de loi.